

*Questions orales*

ment s'efforçait présentement de préciser le consensus auprès des divers groupes économiques dont il doit tenir compte à cet égard et notamment auprès du monde des affaires. Le ministre dirait-il quels sont, à son avis, les groupes dont il doit obtenir l'adhésion? Est-ce que l'approbation, par exemple, de certaines associations commerciales seulement suffirait à ses yeux à fonder un tel consensus?

**L'hon. John N. Turner (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, c'est une adhésion que l'on voudrait la plus générale possible. A l'heure actuelle, trois équipes de spécialistes ou comités techniques travaillent respectivement avec le salariat par l'entremise du Congrès du travail du Canada, avec le monde des affaires qui est surtout responsable des trois importantes industries extractives, manufacturières et des services, et enfin avec les gouvernements provinciaux, à titre d'agents de liaison, par suite de la conférence de la semaine dernière.

LA LUTTE CONTRE L'INFLATION—LA QUESTION DE  
L'UNANIMITÉ DES SECTEURS DANS LE RECOURS AUX  
RESTRICTIONS

**L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition):** Monsieur l'Orateur, le ministre estime-t-il qu'il doit attendre d'obtenir l'adhésion unanime des gens qu'il consulte tant dans les milieux du salariat que de l'industrie avant de faire quelque chose?

**L'hon. John N. Turner (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, j'ai dit à l'honorable représentant à quelques reprises que l'on cherche évidemment, dans la négociation des accords, une certaine assurance que les objectifs visés sont ceux qu'en général les divers groupes de l'économie approuvent. On peut difficilement aspirer à l'unanimité dans une démocratie parlementaire libre, mais on espère que les divers groupes économiques seront généralement favorables à ce que le gouvernement annonce.

LA LUTTE CONTRE L'INFLATION—LES CONDITIONS DE  
L'ADHÉSION DU SECTEUR AGRICOLE DANS LE RECOURS AUX  
RESTRICTIONS

**L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition):** J'ai une dernière question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Si le ministre n'obtient pas l'unanimité, ce sera donc que certains n'acceptent pas sa proposition. Le ministre dirait-il à la Chambre quel accord le gouvernement cherche à obtenir du secteur agricole qui a indiqué que, dans l'ensemble, les prix n'augmenteront que si les coûts augmentent? A quel genre d'entente sur les prix chercherait-il en arriver le gouvernement avec les agriculteurs?

• (1410)

**L'hon. John N. Turner (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, à la réunion que le ministre de l'Agriculture, moi-même et d'autres ministres avons tenue avec les représentants du Syndicat national des cultivateurs et la Fédération canadienne des agriculteurs, nous nous sommes surtout préoccupés—comme eux d'ailleurs—de stabiliser les prix des principaux produits agricoles. C'est cet objectif que nous tenterons d'atteindre. Il va sans dire que nous n'essayons pas de limiter le prix du produit à la

[M. Stanfield.]

ferme vu la nécessité d'assurer la stabilisation des prix des produits alimentaires au Canada, d'encourager la production agricole et étant donné aussi qu'en tant que pays nous contribuons à des programmes de lutte contre la famine dans le monde.

LA LUTTE CONTRE L'INFLATION—L'OBJET DE LA  
CONSTITUTION DU GROUPE DES SEPT  
ÉCONOMISTES-CONSEILS

**M. Sinclair Stevens (York-Simcoe):** Ma question s'adresse au premier ministre. Voudrait-il nous dire si la création du groupe des sept conseillers économiques visait en partie à conseiller le premier ministre au sujet des consultations relatives à la recherche d'un consensus, et, de façon plus générale, le premier ministre pourrait-il expliquer l'objet poursuivi dans la constitution du groupe des sept économistes-conseils, puisque le groupe ne s'est réuni que trois fois en deux ans d'existence?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, la réponse à la première partie de la question est non, et je répondrai à la seconde partie en disant que je prends conseil quand et où je peux en obtenir.

**Des voix:** Oh, oh!

LA LUTTE CONTRE L'INFLATION—L'OBSERVATION  
PESSIMISTE DE M. BRETON AU SUJET DU GROUPE DES SEPT

**M. Sinclair Stevens (York-Simcoe):** Étant donné la déclaration que l'on rapporte que M. Albert Breton aurait faite à Radio-Canada—M. Breton étant le président du groupe des sept—à savoir que le comité était condamné à l'échec dès le début en raison de l'opposition entre certains hauts fonctionnaires à Ottawa et le ministre des Finances, le premier ministre nous dira-t-il si en fait M. Breton avait raison en faisant cette observation?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, je ne puis même pas confirmer qu'il ait dit ce qu'on rapporte qu'il aurait dit.

LA LUTTE CONTRE L'INFLATION—LES INTENTIONS DU  
PREMIER MINISTRE QUANT AU GROUPE DES SEPT

**M. Sinclair Stevens (York-Simcoe):** Ma question supplémentaire s'adresse encore au premier ministre. Comme un membre d'un autre comité a déclaré à Radio-Canada que le premier ministre fera une déclaration officielle sur la dissolution du groupe des sept, ajoutant espérer que le premier ministre verserait au hansard un compte rendu officiel sur toute cette affaire...

**M. l'Orateur:** A l'ordre, je vous prie. Le député poserait-il sa question?

**M. Stevens:** ... le premier ministre nous dirait-il s'il fera de fait une déclaration à la Chambre sur les fonctions et la dissolution du groupe des sept?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Non, monsieur l'Orateur, je ne ferai pas de déclaration sur le groupe des sept, sauf parfois en certaines circonstances pour faire allusion à ces grands peintres qui ont fait honneur au Canada par leur grand talent.